

<p>C A N A D A</p> <p>PROVINCE DE QUÉBEC DISTRICT DE STE-HYACINTHE</p> <p>N° : 750-06-000004-140</p>	<p>COUR SUPERIEURE (Chambre des actions collectives)</p> <hr/> <p>ASSOCIATION DES AMIS DU PATRO LOKAL DE ST-HYACINTHE</p> <p>et</p> <p>JOËL COSPEREC</p> <p>Demandeurs</p> <p>c.</p> <p>LES FRÈRES MARISTES</p> <p>et</p> <p>OEUVRES RIVAT, anciennement connue sous le nom LES FRÈRES MARISTES (IBERVILLE)</p> <p>et</p> <p>SUCCESSION DE FEU RÉJEAN TRUDEL</p> <p>Défendeurs</p>
--	--

**PROTOCOLE DE L'INSTANCE MODIFIÉ**  
**Cour supérieure du Québec, division de Montréal**  
**(art. 148 C.p.c.)**

1.	Nature du litige : Action collective en responsabilité extracontractuelle et dommages punitifs	
2.	Valeur de l'objet du litige : Pour le membre désigné : 250 000 \$ en dommages-intérêts plus 150 000 \$ en dommages punitifs	
3.	Dernière date à laquelle la demande a été signifiée à toutes les parties :	10 janvier 2018
4.	Toutes les parties demandent la suspension de l'instance afin de leur permettre de négocier une entente hors Cour (art. 156 C.p.c.) :	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON  <input type="checkbox"/> 1 mois <input type="checkbox"/> 2 mois <input type="checkbox"/> 3 mois
	Si la demande est accueillie par le tribunal, l'instance serait donc suspendue jusqu'au :	

**RÉSERVÉ AU GREFFIER : Cocher si protocole trié pour saisie CHEM\*EXA**

5.	<p>Avant le dépôt des procédures judiciaires, les parties ont considéré le recours aux modes privés de prévention et de règlement des différends (art. 1, al. 3 et 148 C.p.c.)</p> <p>Dans l'affirmative, les parties ont participé, avant le dépôt des procédures judiciaires, à un mode privé de prévention et de règlement des différends</p> <p>La tenue d'une conférence de règlement à l'amiable :</p> <p><input type="checkbox"/> Sera demandée    <input type="checkbox"/> Est probable    <input type="checkbox"/> st possible    <input checked="" type="checkbox"/> Est exclue</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> OUI    <input checked="" type="checkbox"/> NON</p>
6.	<p>Toutes les parties demandent la prolongation du délai pour la mise en état du dossier (art. 173 C.p.c.) :</p> <p>Pour une durée de : <b>4 mois</b></p> <p>Si la demande est accueillie par le tribunal, le délai de six mois serait donc prolongé jusqu'au : <b>27 janvier 2019</b></p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> OUI    <input type="checkbox"/> NON</p> <p><input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 9 mois</p>
<b>MOYENS PRÉLIMINAIRES</b>		
7.	<b>Moyens déclinatoires</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		<b>Date limite du dépôt</b>
8.	<input type="checkbox"/> Renvoi au tribunal compétent ou rejet (art. 167 C.p.c.)	
9.	<input type="checkbox"/> Autre :	
10.	Soumis par _____	
11.	<b>Moyens d'irrecevabilité</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		<b>Date limite du dépôt</b>
12.	<input type="checkbox"/> En rejet (art. 168 C.p.c.)	
13.	Soumis par _____	
14.	<b>Autres moyens préliminaires</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
		<b>Date limite du dépôt</b>
15.	<input checked="" type="checkbox"/> Précisions sur (art. 169 C.p.c.)	Déjà fait

16.	<input type="checkbox"/> Communication de documents (art. 169 C.p.c.)	
17.	<input type="checkbox"/> Radiation d'allégations non pertinentes (art. 169 C.p.c.)	
18.	<input type="checkbox"/> Requête pour cautionnement (art. 492 C.p.c.)	
19.	<input type="checkbox"/> Autre	
20.	Soumis par	
21.	<b>Demande en vertu de l'article 51 C.p.c.</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		<b>Date limite du dépôt</b>
22.	<input type="checkbox"/> Demande en vertu de l'article 51 C.p.c.	
23.	Soumis par	
<b>AUTRES PROCÉDURES</b>		
24.	<b>Mesures de sauvegarde</b> (art. 169, al. 1 C.p.c.)	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
		<b>Date limite du dépôt</b>
25.	<input type="checkbox"/> Demande pour mesures de sauvegarde	
26.	Soumis par	
27.	<b>Autres incidents procéduraux</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
		<b>Date limite du dépôt</b>
28.	<input type="checkbox"/> Modification d'un acte de procédure	
29.	<input type="checkbox"/> Décisions sur un point de droit	
30.	<input type="checkbox"/> Déclaration d'inhabilité	
31.	<input checked="" type="checkbox"/> Autre : Demande pour permission d'interroger des tiers (art. 221 al 3 C.p.c.)	Déjà fait
32.	Soumis par : Demandeurs et Défendeurs	
<b>DÉFENSE</b>		
33.	<b>En vertu de l'article 171 C.p.c., l'instance est régie par les règles de la défense orale. Malgré cela, toutes les parties demandent au tribunal l'autorisation que l'instance soit régie selon les règles de la défense écrite en raison des motifs</b>	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON

	<b>suivants : (art. 148, al. 5 et 171 C.p.c.)</b>	Déjà fait
	<b>En l'absence de demande d'autorisation pour une défense écrite, le défendeur doit énoncer ses moyens de défense orale : (art. 154, al. 5 et 170, al. 2 C.p.c.)</b>	
34.	<b>Le défendeur entend produire une demande reconventionnelle</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
35.	Date limite pour le dépôt de la demande reconventionnelle	
36.	Date limite pour le dépôt de la défense reconventionnelle	
37.	<b>Les questions en litige (art. 148 C.p.c.)</b>  Selon la demande Telles que mentionnées au jugement sur la demande en autorisation d'exercer une action collective et à la demande introductive d'instance d'une action collective.  Selon la défense : Telles que mentionnées au jugement sur la demande en autorisation d'exercer une action collective et à la demande introductive d'instance d'une action collective	
38.	<b>Intervention ou mise en cause d'un tiers (art. 151 et 158, al. 4 C.p.c.)</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
39.	Date limite pour l'intervention ou la mise en cause d'un tiers	
<b>EXPERTISES</b>		
40.	<b>Expertise(s) commune(s) (art. 232 C.p.c.)</b>  Nature et nécessité de l'expertise commune :  Motifs de refus d'expertise(s) commune(s) (art. 148, al. 4 C.p.c.) :  Date limite pour le dépôt de l'expertise commune :	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
41.	<b>Expertise(s) en demande (art. 232 C.p.c.)</b>  Expertise sur l'impossibilité d'agir du membre désigné  Date limite pour le dépôt de(s) expertise(s) en demande :	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON  Déjà fait
42.	<b>Expertise(s) en défense (art. 232 C.p.c.)</b>  Contre-expertise sur l'impossibilité d'agir du membre désigné	<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
	Date limite pour le dépôt de(s) expertise(s) en défense :	1er novembre 2019

43.	<b>Expertise(s) du tiers ou mis en cause</b> (art. 232 C.p.c.)			<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
	Date limite pour le dépôt de(s) expertise(s) par le tiers ou le mis en cause :			
<b>INTERROGATOIRES</b>				
44.	<b>Interrogatoire(s) préalable(s) à l'instruction par l'une ou l'autre des parties</b> (art. 148, al. 3, 158, al. 3 et 221 C.p.c.)			<input checked="" type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON
45.	Valeur de l'objet du litige inférieure à 100 000 \$ (art. 229 C.p.c.) :			<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
46.	Les parties entendent soumettre avant l'interrogatoire les objections qu'elles anticipent (art. 228 C.p.c.) :			<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
47.	<b>Nombre d'interrogatoire(s) avant défense :</b>			9
48.	<b>Nombre d'interrogatoire(s) après défense :</b>			3
49.	<b>Noms des personnes à interroger par la demande :</b>			
	Prénom et nom	Date	Heure	Lieu
	<b>Représentant des Frères Maristes et Œuvres Rivat au courant des faits en litige</b>	<b>Au plus tard le 6 décembre 2019</b>	<b>10h00</b>	<b>St-Hyacinthe</b>
	Prénom et nom	Date	Heure	Lieu
50.	<b>Noms des personnes à interroger par la défense : Déjà fait</b>			
	Prénom et nom	Date	Heure	Lieu
	Prénom et nom	Date	Heure	Lieu
51.	<b>Afin d'éviter la signification d'une citation à comparaître, les parties conviennent que dans un délai de 20 jours précédant la tenue d'un interrogatoire préalable, la partie qui interroge communiquera par écrit aux autres parties la liste détaillée de tous les documents que la partie interrogée devra avoir en sa possession lors de l'interrogatoire préalable.</b>			
	Prénom et nom	Documents		
	<b>Représentant des Frères Maristes et Œuvres Rivat au courant des faits en litige</b>	À venir		

	Prénom et nom	Documents	
52.	Date limite pour le dépôt des transcriptions en demande (art. 227 C.p.c.)		À l'inscription
53.	Date limite pour le dépôt des transcriptions en défense (art. 227 C.p.c.)		À l'inscription
54.	Date limite pour le dépôt des transcriptions par le mise en cause (art. 227 C.p.c.)		À l'inscription
55.	Date limite pour soumettre les objections énoncées à l'article 228, al. 2 C.p.c. soulevées lors des interrogatoires préalables en demande		1 semaine après réception des notes sténographiques
56.	Date limite pour soumettre les objections énoncées à l'article 228, al. 2 C.p.c. soulevées lors des interrogatoires préalables en défense		n/a
57.	Date limite pour la communication de tous les engagements souscrits lors des interrogatoires préalables en demande		2 semaines après réception des notes sténographiques
58.	Date limite pour la communication de tous les engagements souscrits lors des interrogatoires préalables en défense		n/a
<b>PIÈCES</b>			
			<b>Date limite</b>
	<b>Pièces et autres éléments de preuve</b> (art. 145 et 158 C.p.c.)		
59.	Dépôt des pièces en demande		À l'inscription
60.	Dépôt des pièces en défense		À l'inscription
61.	Dépôt des pièces par le tiers, le mis en cause ou l'intervenant		
62.	Liste des pièces admises par le demandeur :		
63.	Liste des pièces admises par le défendeur :		
	<b>Dépôt des déclarations écrites pour valoir témoignage</b>		
64.	Dépôt des déclarations écrites en demande		À l'inscription
65.	Dépôt des déclarations écrites en défense		À l'inscription
<b>AUTRES</b>			

66.	Frais de justice (art. 148.1 al. 1 et 339 C.p.c.)	
	• Évaluation des frais de justice en demande (incluant les expertises) :	\$50,000, sauf à parfaire
	• Évaluation des frais de justice en défense (incluant les expertises) :	\$50,000, sauf à parfaire
	• Évaluation des frais de justice des autres parties (incluant les expertises)	\$

67.	<b>Modes de notification que les parties entendent utiliser</b> (art. 109 à 140 et 148, al. 9 C.p.c.) :
	Courriel et/ou télécopieur

68.	<b>Nomination d'un(e) avocat(e) au mineur ou au majeur inapte</b>	<input type="checkbox"/> OUI <input checked="" type="checkbox"/> NON
	Si oui, nom de l'avocat(e) proposé(e)	

N.B. Le non-respect du protocole peut constituer un manquement sanctionné par les articles 341 et 342 C.p.c.

Montréal, le 30 septembre 2019

Québec, le 30 septembre 2019

*Joli-Cœur Lacasse*

M<sup>e</sup> Manon Lavoie

Avocat des demandeurs

JOLI-CŒUR LACASSE S.E.N.C.R.L.

2001, avenue McGill Collège, bureau 900

Montréal (Québec) H3A 1G1

Téléphone : 514 871-2800

Courriel : [manon.lavoie@jolicoeurlacasse.com](mailto:manon.lavoie@jolicoeurlacasse.com)

*Bouchard + Avocats*

M<sup>e</sup> Eric Bouchard

Avocat des défendeurs

BOUCHARD + AVOCATS

825 boulevard Lebourgneuf, bureau 200

Québec (Québec) G2J 0B9

Téléphone : 418 622-6699

Courriel : [ericbouchard@bouchardavocats.com](mailto:ericbouchard@bouchardavocats.com)

Partie demanderesse

Partie défenderesse

## Pelletier Linda

---

**De:** Suzanne Cahill <suzannecahill@bouchardavocats.com>  
**Envoyé:** 30 septembre 2019 14:22  
**À:** Marcotte Francis Arnaud  
**Objet:** Fw: Association des amis du Patro Lokal de St-Hyacinthe et al c. Les Frères Maristes et al ND 8484-1901  
**Pièces jointes:** Protocole modifié 30-09-2019.pdf

Ci-joint la preuve de notification du protocole de l'instance modifié à nos clients.

Suzanne Cahill | Adjointe juridique



825, boulevard Lebourgneuf, # 200  
Québec (Québec) G2J 0B9  
Téléphone 418.622.6699  
Télécopieur 418.628.1912  
[www.bouchardavocats.com](http://www.bouchardavocats.com)

### AVIS DE CONFIDENTIALITÉ

« Seul le destinataire est autorisé à prendre connaissance du présent document et de ses annexes. Son contenu est confidentiel. Si vous n'êtes pas le destinataire ou croyez avoir reçu ce message par erreur, sachez que toute divulgation, distribution ou copie de ce courriel ou de ses annexes à quiconque est strictement prohibée. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, veuillez nous en aviser immédiatement par courriel ou par téléphone au : 418 622-6699, détruire toutes les copies et le supprimer de votre système informatique. »

**From:** notification  
**Sent:** Monday, September 30, 2019 2:18 PM  
**To:** Richard Roy  
**Subject:** Association des amis du Patro Lokal de St-Hyacinthe et al c. Les Frères Maristes et al ND 8484-1901

**Bordereau d'envoi** (Article 134 C.p.c.)  
(Notification par courrier électronique)

---

**DATE DE L'ENVOI :** Québec, le 30 septembre 2019

---

### EXPÉDITEUR :

**Nom :** Me **Éric Bouchard**  
**Étude :** Bouchard + Avocats inc.  
**Adresse :** 825, boul. Lebourgneuf, bureau 200  
Québec (Québec) G2J 0B9  
**Téléphone :** 418 622-6699  
**Courriel :** [ericbouchard@bouchardavocats.com](mailto:ericbouchard@bouchardavocats.com)  
**ND :** 8484-1901

---

**DESTINATAIRE :**



**Nom :** Les Frères Maristes et Œuvres Rivat  
**Courriel :** roy3777@msn.com

**IDENTIFICATION DU DOSSIER ET NATURE DU DOCUMENT TRANSMIS :**

**Numéro de dossier:** 750-06-000004-140  
**Parties:** Association des amis du Patro Lokal de St-Hyacinthe et al  
c. Les Frères Maristes et Œuvres Rivat et al  
**Nature du document:** Protocole de l'instance modifié  
**Nombre de pages :** 7

---

**Suzanne Cahill | Adjointe juridique**

825, boulevard Lebourgneuf, # 200  
Québec (Québec) G2J 0B9  
Téléphone 418.622.6699  
Télécopieur 418.628.1912

[www.bptavocats.com](http://www.bptavocats.com)

**AVIS DE CONFIDENTIALITÉ**

« Seul le destinataire est autorisé à prendre connaissance du présent document et de ses annexes. Son contenu est confidentiel. Si vous n'êtes pas le destinataire ou croyez avoir reçu ce message par erreur, sachez que toute divulgation, distribution ou copie de ce courriel ou de ses annexes à quiconque est strictement prohibée. Si vous avez reçu ce courriel par erreur, veuillez nous en aviser immédiatement par courriel ou par téléphone au : 418 622-6699, détruire toutes les copies et le supprimer de votre système informatique. »

## **Pelletier Linda**

---

**De:** Pelletier Linda de la part de Marcotte Francis Arnaud  
**Envoyé:** 30 septembre 2019 14:43  
**À:** 'jjtm\_07@hotmail.com'  
**Objet:** Association des amis du Patro Lokal de St-Hyacinthe, et al. c. Les Frères Maristes, et al. (750-06-000004-140) NOTIFICATION: Protocole de l'instance modifié (29952-1)  
**Pièces jointes:** Protocole de l'instance modifié.pdf

**Association des Amis du Patro Lokal de St-Hyacinthe  
et  
M. Joël Cosperec**

Monsieur Cosperec,

Pour fins de notification, vous trouverez ci-attaché le Protocole de l'instance modifié qui sera déposé sous peu au dossier de la Cour.

Recevez, Monsieur Cosperec, nos salutations distinguées.

**Francis Arnaud Marcotte, avocat**

**Joli-Cœur Lacasse S.E.N.C.R.L.**  
2001, avenue McGill College, bureau 900  
Montréal (Québec) H3A 1G1 CANADA

T | 514 | 871 | 2800

F | 514 | 871 | 3933

[jl-notifications-mtl@jolicoeurlacasse.com](mailto:jl-notifications-mtl@jolicoeurlacasse.com)

Avis au lecteur : Ce courriel est assujéti à des [règles de confidentialité](#) que vous devez respecter, protégeant son contenu et son destinataire. Veuillez consulter le lien hypertexte précité.

## Pelletier Linda

---

**De:** postmaster@outlook.com  
**À:** 'jjtm\_07@hotmail.com'  
**Envoyé:** 30 septembre 2019 14:43  
**Objet:** Remis : Association des amis du Patro Lokal de St-Hyacinthe, et al. c. Les Frères Maristes, et al. (750-06-000004-140) NOTIFICATION: Protocole de l'instance modifié (29952-1)

### **Votre message a été remis aux destinataires suivants :**

'jjtm\_07@hotmail.com'

Objet : Association des amis du Patro Lokal de St-Hyacinthe, et al. c. Les Frères Maristes, et al. (750-06-000004-140)  
NOTIFICATION: Protocole de l'instance modifié (29952-1)

---

N° : 750-06-00004-140

COUR SUPÉRIEURE  
Chambre des actions collectives

DISTRICT DE ST-HYACINTHE

---

ASSOCIATION DES AMIS DU PATRO  
LOKAL DE ST-HYACINTHE

-et-  
JOËL COSPEREC

Demandeurs

c.

LES FRÈRES MARISTES

-et-

ŒUVRES RIVAT, anciennement connue  
sous le nom de LES FRÈRES MARISTES  
(IBERVILLE)

-et-

SUCCESSION DE FEU RÉJEAN TRUDEL  
Défendeurs

---

PROTOCOLE DE L'INSTANCE MODIFIÉ  
Cour supérieure du Québec, division de  
Montréal (Art. 148 C.p.c.)

---

Original

Joli-Cœur Lacasse S.E.N.C.R.L.  
Mes Manon Lavoie, Francis Arnaud

Marcotte et Elise Moras

2001, avenue McGill Collège, bureau 900  
Montréal (Québec) H3A 1G1

T 514 871-2800 / F 514 871-3933

[il-notifications-mtl@jolicoeurlacasse.com](mailto:il-notifications-mtl@jolicoeurlacasse.com)

BG 2013

N/Réf : 29952/1 lp

---